

DOMAINE D'INTERVENTION : Gouvernance du secteur de l'économie numérique

ZONE D'INTERVENTION : les huit (8) Etats membres de l'espace UEMOA

OBJECTIF GLOBAL :

- Un nouveau cadre réglementaire devant régir le secteur de l'Economie numérique dans l'espace UEMOA

Cet objectif tire son fondement de l'Objectif Spécifique « Renforcer la gouvernance du secteur de l'économie numérique ».

RESULTATS ATTENDUS

- le nouveau cadre législatif et réglementaire au niveau communautaire adapté aux évolutions technologiques est adopté ;
- les nouveaux textes communautaires sont transposés dans la législation et les réglementations nationales et
- les parties prenantes sont informées et sensibilisées sur le cadre législatif et réglementaire communautaire et sur les nouveaux textes nationaux.

DESCRIPTION ET ACTIVITES DU PROJET :

Le projet consiste mettre à disposition des populations dans leur ensemble et à diffuser les textes du nouveau cadre législatif et réglementaire adapté aux évolutions technologiques.

Les activités concourant à la réalisation à ce résultat sont pour :

- **la Composante 1 :**
 - l'élaboration et l'adoption du nouveau cadre législatif et réglementaire devant régir le secteur de l'économie numérique en Afrique de l'Ouest ;
 - l'élaboration et l'adoption des textes complémentaires sur des préoccupations qui ne relèvent pas exclusivement du domaine du secteur des communications électroniques proprement dit, mais, qui ont le potentiel d'impacter le développement de l'économie numérique : (i) le traitement fiscal, (ii) la protection des données, (iii) la responsabilité des acteurs, (v) les véhicules autonomes et connectés, (vi) l'intelligence artificielle ;
- **la Composante 2 :**
 - l'appui à l'élaboration des avant-projets de textes nationaux adaptés aux nouveaux textes communautaires et
 - le suivi de l'adoption des textes par les Parlements Nationaux et de l'adoption et de la signature des textes d'application.
- **La Composante 3 :**
 - les missions de lobbying pour l'adoption de la nouvelle législation et pour la signature des textes réglementaires subséquents ;
 - l'édition et la vulgarisation des textes adoptés par le Conseil des Ministres Statutaire (CMS) ;
 - l'IEC dans les Etats membres sur les textes adoptés par le Conseil des Ministres Statutaire et
 - l'Information Éducation et Communication (IEC) sur les améliorations apportées à la législation et à la réglementation nationales.

MODALITES D'INTERVENTION :

L'élaboration des textes sera confiée à des consultants recrutés selon les procédures de passation des marchés de la Commission. Le recrutement de l'éditeur des documents et des prestataires pour les activités d'IEC s'effectueront également selon lesdites procédures.

PERIODE PREVISIONNELLE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Les activités du projet seront mises en œuvre pendant la durée du PRDEN comme il suit :

N°	Rubriques	PD	A1	A2	A3	A4	A5	PC
1	Elaboration et adoption du nouveau cadre législatif et réglementaire							
2	Elaboration de et adoption des textes complémentaires sur des préoccupations spécifiques							
3	Adoption des cinq (5) textes de promotion des usages numériques déjà élaborés							
4	Appui à l'élaboration des avant-projets de textes nationaux adaptés aux nouveaux textes communautaires							
5	Suivi de l'adoption des textes par les Parlements Nationaux et de l'adoption et de la signature des textes d'application							
6	Missions de lobbying pour l'adoption de la nouvelle législation et pour la signature des textes réglementaires subséquents							
7	Edition et vulgarisation des textes adoptés par le Conseil des Ministres Statutaire							
8	IEC dans les Etats membres sur les textes adoptés par le CMS							
9	IEC sur les améliorations apportées à la législation et à la réglementation nationales							

PD : Période de démarrage

PC : Période de clôture

BUDGET ESTIMATIF DU PROJET

Le coût du projet est évalué à 1 259 472 000 FCFA répartis comme ci-après :

N°	Rubriques	Montant
1	Elaboration et adoption du nouveau cadre législatif et réglementaire	80 954 000
2	Elaboration de et adoption des textes complémentaires sur des préoccupations spécifiques	129 414 000
3	Adoption des cinq (5) textes de promotion des usages numériques déjà élaborés	63 544 000
	Composante 1	273 912 000
4	Appui à l'élaboration des avant-projets de textes nationaux adaptés aux nouveaux textes communautaires	600 320 000
5	Suivi de l'adoption des textes par les Parlements Nationaux et de l'adoption et de la signature des textes d'application	0
	Composante 2	600 320 000
6	Missions de lobbying pour l'adoption de la nouvelle législation et pour la signature des textes réglementaires subséquents	104 320 000
7	Edition et vulgarisation des textes adoptés par le Conseil des Ministres Statutaire	102 200 000

8	IEC dans les Etats membres sur les textes adoptés par le CMS	104 320 000
9	IEC sur les améliorations apportées à la législation et à la réglementation nationales	74 400 000
	Composante 3	385 240 000
	Total Projet	1 259 472 000

BENEFICIAIRES

- **Directs** : administrations nationales, Parlements Nationaux
- **Finaux** : populations, usagers de services publics, entreprises, opérateurs de téléphonie mobile

IMPACTS ATTENDUS

- Secteur de l'économie numérique mieux réglementé
- Populations informées sur les nouveaux textes communautaires et nationaux

INDICATEURS DE SUIVI

- Nombre d'exemplaires des textes édités
- Nombre d'activités IEC réalisées
- Nombre de pays ayant transposé les textes communautaires dans leurs législation et réglementations nationales.

FINANCEMENT DU PROJET

Le financement du projet est à rechercher.

RISQUES INITIAUX IDENTIFIES

Risques	Criticité	Mesures d'atténuation	Responsables
Non-respect du calendrier d'adoption des nouveaux textes communautaires	Forte	- Missions de plaidoyer et de lobbying auprès des Etats membres - Sensibilisation des Ministères chargés de l'EN et des membres du CMS	CPS, CTS UGP, CCN, UNA
Lenteur au niveau des Parlements Nationaux	Forte		
Lenteur au niveau des administrations nationales	Moyenne		
Mauvais ciblage des destinataires des activités d'IEC	Moyenne	Tenir compte dans les TDR des activités y relatives	UGP & UNA